

Enseignements et nouveaux enjeux pour les systèmes fourragers, les filières laitières et les territoires de l'Europe

M. Marguet

Depuis les journées A.F.P.F. de 1995 sur ce même thème, le contexte laitier, socio-économique et politique a beaucoup changé. Comme l'a rappelé Anne RICHARD, la filière laitière vient de vivre une année 2008 de folie... Après des décennies d'excédents, les stocks de beurre et de poudre, tant en Europe qu'au niveau mondial, avaient fondu et la sécheresse à répétition en Australie a entraîné une pénurie temporaire et une flambée des prix du lait partout dans le monde (RICHARD, 2008). Mais cette période euphorique a été de courte durée. Toute la filière laitière doit aujourd'hui affronter la hausse des coûts de production qui perdure, avec un prix du lait qui se rapproche de celui de 2006.

Parallèlement, dès 2003, l'Europe a annoncé **la sortie des quotas laitiers en 2015** et a accordé des augmentations à tous les membres pour préparer une libération complète à venir. Le résultat ne s'est pas fait attendre... Dès le printemps 2008, la production a dépassé la capacité de transformation des laiteries et le prix du lait a chuté encore plus vite qu'il n'était monté dans la plupart des pays européens et ailleurs. Cette volatilité du prix du lait qui préfigure l'après quotas ne peut qu'inquiéter les producteurs européens dont les systèmes laitiers et les structures sont aujourd'hui encore d'une extrême diversité.

MOTS CLÉS

Europe, politique agricole, prairie, production laitière, système fourrager.

KEY-WORDS

Agricultural policy, dairying, Europe, forage system, grassland.

AUTEUR

Président de l'Institut de l'Élevage, M.N.E., 149, rue de Bercy, F-75595 Paris cedex 12

Cette diversité a été présentée de façon simplifiée par André PFLIMLIN en 8 zones d'élevage présentant des caractéristiques communes pour le climat, l'utilisation des sols en prairies ou en cultures et les systèmes d'élevage (PFLIMLIN, 2008). Ceci nous a permis de mieux resituer les cinq témoignages sur les principales régions laitières européennes et sur leurs systèmes fourragers :

- **Des élevages herbagers des îles britanniques**, je retiendrai que le système irlandais avec 70% d'herbe pâturée dans la ration annuelle permet les coûts de production les plus bas d'Europe mais que cet avantage est compensé par une production très saisonnière et une faible valorisation, principalement en poudre et beurre pour l'exportation (BROCARD *et al.*, 2008).

- **Dans les systèmes fourragers de Bretagne et de Basse-Saxe**, le maïs ensilage prend une part croissante dans l'alimentation aux dépens de la prairie. Ce sont des systèmes productifs par vache et par hectare, mais aussi plus coûteux et plus risqués pour la qualité de l'eau... Par ailleurs, les agrocarburants et le biogaz pourraient devenir des ressources complémentaires, plutôt qu'une alternative au lait (BENKE et ELSÄBER, 2009, cet ouvrage).

- **Les systèmes méditerranéens en stabulation toute l'année** et en ration complète avec beaucoup de concentrés sont des systèmes intensifs par vache et par hectare mais peu autonomes. Aujourd'hui, ils apparaissent assez fragiles au niveau économique et environnemental (DE ROEST *et al.*, 2008).

- **Les systèmes de montagne tout herbe**, avec des pentes et des hivers longs, ont beaucoup de contraintes, donc des surcoûts importants. Ils ont aussi des atouts avec des races et des fromages de qualité, et ont assez bien résisté, du moins dans le cadre des quotas.

- **Enfin, les nouveaux pays membres avec des structures plus extrêmes** : d'un côté des micro-troupeaux en Pologne (BARBIN et YOU, cet ouvrage), Roumanie, Bulgarie... et de l'autre des gros troupeaux de plusieurs centaines de vaches, en ex-Allemagne de l'Est, en Europe centrale et aussi en Pologne, qui rajoutent encore un autre type de diversité.

Qu'en est-il de la compétitivité relative de ces systèmes laitiers ? Avec le RICA, nos économistes disposent d'un bon outil pour comparer les coûts de production des systèmes entre eux mais il leur faut rajouter un gros travail d'expertise pour comprendre et dégager des messages pertinents pour interpréter le revenu, ce qu'a parfaitement illustré la présentation de Vincent CHATELLIER (PERROT et CHATELLIER, cet ouvrage). Même la productivité du travail en tonnes de lait et le revenu disponible par unité de travailleur familial ne résument qu'une partie de l'intérêt économique du métier. Il ne faudrait pas oublier que l'on se compare d'abord à son voisin éleveur ou céréalier... ou salarié non agricole avant de penser aux producteurs danois ou irlandais.

Il faut aussi retrouver les cohérences locales, régionales... qui donnent du sens à cette diversité :

- avec nos prairies qui façonnent nos produits et nos paysages,

- avec nos races bovines et nos fromages encore bien typés et différenciés, notamment en montagne,
- avec les hommes et les femmes, leur histoire, leur culture, leurs savoir-faire...

Tout cela fait partie du patrimoine culturel de l'humanité et même de la biodiversité, au moins autant que l'orchidée ou le tigre du Bengale. Alors, si on partage cette vision de **valoriser au mieux toutes les ressources, y compris les ressources humaines**, et tous les territoires, on verra davantage **la complémentarité entre régions et entre bassins laitiers**, plutôt que la concurrence ou la compétition, qui risquent de produire beaucoup de perdants pour peu de gagnants ! On comprend mieux cette complémentarité avec la présentation de Jean-Louis PEYRAUD (dans cet ouvrage) qui souligne bien les cohérences régionales entre le système fourrager, le type de vache et le contexte socio-économique. Là aussi, c'est un vaste chantier à approfondir...

Mais il faut aussi revoir la répartition des aides publiques pour qu'elles aillent davantage aux zones herbagères qui produisent non seulement du lait et de la viande mais aussi de nombreux autres biens publics aujourd'hui très peu ou pas du tout rémunérés (protection de l'eau, stockage de carbone, biodiversité, paysage...) qui sont autant de richesses régionales porteuses d'avenir. Depuis des années, on a marginalisé ces régions alors qu'il faudrait les conforter sérieusement et rapidement. La fin des quotas et la liberté de produire sans limite dans les zones doublement favorisées (par leur potentiel de production et par les DPU) risquent de leur porter un coup fatal et de vider de nombreuses régions laitières et les transformer en zones défavorisées. Ceci n'est plus acceptable au regard des enjeux de demain.

Notre marché, c'est clairement l'Europe, avec près de 500 millions de consommateurs dont il faut sécuriser l'approvisionnement en quantité, en qualité, et dans la durée... Le marché des produits laitiers reste et restera un marché essentiellement régional avec des périmètres différents selon le type de produit : un rayon plus limité pour les produits frais et plus large pour les fromages de garde. On n'ira jamais chercher du lait frais en Nouvelle-Zélande pour l'Europe, même s'il est deux fois moins cher. En revanche, si on laisse rentrer la poudre et le beurre sans taxes, ils vont casser nos prix.

Notre famille, c'est aussi le million de producteurs de lait européens qui a besoin de lisibilité, de stabilité et de cohérence avec une préférence communautaire renouvelée et clairement affichée car pleinement justifiée pour le bien de tous. Cela veut dire qu'il faut mieux ajuster notre production à notre marché interne, encore excédentaire, et donc stabiliser la production globale et les quotas plutôt que de les augmenter, pour ne pas se fragiliser vis-à-vis de l'OMC.

Mais dans cette grande Europe si diverse, il y a des régions qui ont une vocation laitière particulière, une histoire et des filières originales valorisant essentiellement des ressources locales.

J'entends par là les zones herbagères traditionnelles ou plus récentes, dont tout le monde reconnaît l'intérêt pour la qualité des produits et les bénéfices pour l'environnement, mais qui ont été oubliées par la PAC au profit des systèmes de culture et des régions plus intensives.

Il est urgent de redéfinir une politique laitière et une politique d'aménagement du territoire qui prennent mieux en compte les systèmes herbagers, non seulement pour des raisons d'équité mais aussi parce que ces systèmes ont encore de fortes marges de progrès, sans intrants supplémentaires, donc sans risques pour l'environnement... et sans compétition par rapport à l'alimentation humaine.

Pour terminer, je voudrais remercier les organisateurs pour cette riche journée, tous les conférenciers pour leurs excellentes présentations et tous les participants pour les débats très animés que nous avons eus. Je voudrais aussi remercier spécialement et très chaleureusement nos amis conférenciers européens qui sont venus nous faire part de leur expérience, dans notre langue, de surcroît

Je suis persuadé que cette journée a élargi notre champ de vision, brassé les idées, ouvert de nouvelles perspectives et je crois que l'A.F.P.F. a, une fois de plus, bien rempli sa mission.

Intervention présentée à la Journée de l'A.F.P.F.,
"Diversité des systèmes fourragers de l'Europe laitière",
le 16 octobre 2008.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BROCARD V., DELABY L., SEURET J.M., PHILIPPS T. (2008) : "Les systèmes fourragers du nord-ouest de l'Europe : de l'herbe pâturée pour produire du lait", *Fourrages*, 196, 425-446.
- PFLIMLIN A. (2008) : "Evolution de l'Europe laitière et des systèmes fourragers. Argumentaire pour une autre politique", *Fourrages*, 196, 401-424.
- RICHARD A. (2008) : "Le contexte laitier mondial en 2007 : une année mouvementée pour le lait de vache", *Fourrages*, 196, 395-400.
- DE ROEST K., MENGHI A., TRINDADE H. (2008) : "Adaptations des systèmes laitiers méditerranéens au nouveau contexte de prix des aliments et de réglementation européenne", *Fourrages*, 196, 447-460.